Palestine : la paix, pas l'apartheid

Un livre de Jimmy Carter : Palestine : Peace, Not Apartheid

Partage international n° 227 – Juillet 2007

Interview de Jimmy Carter

par McNair Ezzard

« Dans les périodes de grand découragement, l'espoir ultime a reposé sur le fait que, massivement, les peuples de la région – y compris ces Syriens, Israéliens, Libanais et Palestiniens qui suscitent le plus de méfiance chez leurs adversaires – veulent le succès des efforts de paix » – Jimmy Carter.

Depuis une trentaine d'années, dans le combat pour la justice et les droits de l'homme, J. Carter, ancien président des Etats-Unis et Prix Nobel de la Paix 2002, est profondément engagé. Il a conservé un intérêt privilégié pour le Proche-Orient, où il avait joué un rôle très actif lors de son mandat.

Dans son dernier ouvrage *Palestine : Peace, Not Apartheid,* J. Carter livre son analyse de la situation de cette région, en s'écartant de la pensée dominant aux Etats-Unis.

Les rapports israélo-palestiniens ont rarement été exempts de tension. Même dans les périodes de calme, celle-ci est présente, prête à se transformer en conflit ouvert à la moindre provocation. Des familles ont été séparées, d'innombrables foyers et villages détruits. La relation entre ces deux peuples n'a fait que refléter celle entre les Arabes et Israël, une relation marquée par de multiples guerres, des centaines de milliers de morts, et qui a laissé 4,7 millions de réfugiés palestiniens.

L'aspiration à la paix

L'histoire des Palestiniens et des Israéliens est celle de deux peuples recherchant les mêmes buts, à savoir-vivre en paix et maître chez lui : les Palestiniens, qui ont cherché à retrouver un mode de vie et à se réapproprier une terre dont ils avaient été chassés ; les Israéliens, désireux de se construire une vie et un pays qui les mettent à l'abri des persécutions et de l'oppression. Malheureusement, les opprimés d'hier se sont transformés en oppresseurs.

En premier lieu, J. Carter récapitule les grandes lignes de l'histoire de ce conflit, depuis l'aube du XXe siècle, au moment où l'empire ottoman contrôlait une partie importante du monde arabe, y compris la Palestine. C'est à cette époque que les sionistes européens eurent l'idée de créer un Etat juif, à la fois dans l'espoir d'échapper aux persécutions et pour se conformer à l'interprétation qu'ils faisaient d'une vieille prophétie biblique. En 1917, le gouvernement britannique les autorisa à s'installer en Palestine par la Déclaration Balfour. Mais le courant migratoire ne devint important qu'au moment de la montée du nazisme – au point que la population juive de la région passa de 150 000 à 608 000 individus entre 1930 et 1945. Les forces britanniques essayèrent bien de contrôler la situation, mais la révélation de l'Holocauste acheva de convaincre le monde de la nécessité d'un Etat juif.

En novembre 1947, les Nations unies votèrent la résolution 181, appelant à la création de deux Etats contigus, arabe et juif. Ce dernier devait occuper 55 % du territoire. Les Palestiniens, rejetant cette résolution, prirent les armes. Mieux entraînés et armés, les sionistes eurent le dessus. Non seulement militairement, mais diplomatiquement, puisque le traité d'armistice de 1949 leur accorde 77 % des terres disputées, les Palestiniens devant se contenter de deux petits territoires, et qui plus est, séparés – la Cisjordanie et Gaza.

Un traité aussi injuste était naturellement tout sauf un traité de paix. Les Palestiniens ont donc continué à se battre pour retrouver leur terre et leur dignité, tandis que, de son côté, Israël pouvait agir à sa guise chaque fois que les circonstances politiques et économiques le permettaient. Contrairement à ce que cherchent à faire croire au public les médias américains et une série d'administrations pro-israéliennes, la responsabilité de l'impasse actuelle se trouve des deux côtés, et pas seulement chez les Palestiniens. Chacun est responsable de la poursuite du conflit. C'est un des points clé de la présentation de J. Carter.

Il prend l'exemple de la façon dont on a présenté l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à l'opinion publique américaine. La plupart des

Américains y voient probablement une organisation extrémiste, pour ne pas dire terroriste, dont le seul but est la destruction de l'Etat hébreu. Mais que cette organisation ait cherché par les armes à se défendre et à reconquérir sa terre, cela veut-il dire pour autant qu'elle veuille anéantir Israël ?

En fait, explique J. Carter, Yasser Arafat, président de l'autorité palestinienne, a reconnu en 1988 le droit à l'existence d'Israël et renoncé à la violence. Il l'a rencontré pour la première fois en 1990, et rapporte quelques-uns de ses propos sur la question : *« L'OLP n'a jamais eu le projet d'anéantir Israël. Ce sont les sionistes qui ont créé le slogan « repousser les juifs à la mer » et l'ont présenté comme le mot d'ordre de l'OLP. En 1969, nous avons déclaré que nous voulions établir un Etat démocratique ouvert aux juifs, aux chrétiens et aux musulmans… En 1974, j'ai dit que nous étions prêts à instaurer notre Etat indépendant partout où Israël se retirerait. »*

Les obstacles à la paix ne manquent naturellement pas entre les deux nations, que ce soit la confiscation des territoires palestiniens par les Israéliens, le manque d'un représentant palestinien acceptable par ces derniers, le refus des deux côtés d'entamer des négociations sans poser des listes de préalables quasi rédhibitoires, enfin, la montée de l'islamisme. Et il y a la construction de ce qu'Israël appelle une *« barrière de sécurité »* et que J. Carter préfère nommer *« mur de prison ».*

Le mur

Ce mur, dit-il, plonge la Cisjordanie dans une perspective cauchemardesque et a largement contribué à installer un système d'apartheid. A l'origine, c'était pour les juifs modérés une manière de se protéger des attaques palestiniennes, ce qui, du point de vue de J. Carter, était légitime quand il se limitait à entourer Gaza. Les attaques ayant alors diminué, les autorités israéliennes décidèrent d'ériger une barricade tout le long de la frontière séparant l'Etat hébreux de la Rive droite. Cette barricade se compose de tranchées profondes, de détecteurs ultrasensibles, de miradors…

Le plus inadmissible, pour J. Carter, c'est le fait que les gouvernements d'Ariel Sharon et d'Ehud Olmert l'ont construite à l'intérieur même des territoires palestiniens. Elle serpente dans la Cisjordanie pour inclure les colonies qui s'y trouvent et s'approprier au passage des fractions supplémentaires des territoires occupés. Une fois sa construction achevée, le mur sera trois fois et demie plus long que la frontière israélienne reconnue par la communauté internationale. Il coupe des villages palestiniens en deux, coupe des familles de leurs fermes. Il vient même s'interposer entre une église et ses paroissiens. Son curé, le Père Claudio Ghilardi, est scandalisé : *« Durant neuf siècles,* fulmine-t-il, *nous avons vécu sous des régimes turcs, britanniques, jordaniens et israéliens, et aucun n'a jamais empêché les gens de venir prier. Ce n'est pas une barrière. C'est une frontière ! »*

Pour J. Carter, il s'agit d'un système d'apartheid, fondé sur une politique non pas raciste, mais expansionniste. 375 000 Palestiniens sont déjà enfermés du côté « israélien » du mur. Ceux de plus de douze ans ne peuvent y rester que s'ils ont obtenu un permis de résidence permanent. *« Même alors, ils sont considérés comme des étrangers, sans aucun des droits dont jouissent les Israéliens »,* précise-t-il. Avec les forces de l'Etat hébreu établies dans la vallée du Jourdain, et une fois que le mur aura complètement encerclé la Cisjordanie, le gouvernement israélien exercera un contrôle total sur l'ensemble des Palestiniens, quel que soit le côté du mur où ils résident. Ils sont, et continueront à être prisonniers dans leur propre territoire, pour beaucoup interdits d'accès à leurs propriétés, leurs écoles, leurs lieux de travail. Leurs territoires seront si hachés qu'il ne leur restera guère plus qu'une toute petite zone où installer leur patrie.

J. Carter fait observer que nombre d'électeurs israéliens sont divisés sur la question du mur, et même qu'une bonne partie le désapprouvent. Comme le lui déclarait un responsable israélien de premier plan : *« J'ai peur que nous ne nous dirigions tout droit vers un gouvernement semblable à celui d'Afrique du Sud, une société juive gouvernant des Arabes à la citoyenneté limitée. La Cisjordanie n'en vaut pas la peine. »*

L'engagement américain

Ce qui préoccupe peut-être le plus J. Carter, c'est le fait que les éléments fanatiques des deux bords s'efforcent d'imposer à la majorité leurs objectifs et leurs politiques bornés.

En ce qui concerne Israël, il déclare que les factions extrémistes qui sévissent au sein des instances gouvernementales ont détourné le processus de paix pour le transformer pas à pas en une politique d'annexion et de création du « Grand Israël ». C'est la longue et minutieuse observation de ce monde d'injustice, d'imposture, de violence et de souffrance qui le pousse à s'exclamer : *« Assez, c'est assez ! »* Les responsables politiques américains devraient se réveiller. Leur influence prépondérante en Israël et le soutien massif qu'ils lui apportent font obligation

aux Etats-Unis de s'impliquer dans le conflit d'une manière positive et objective et de prendre en main le processus de paix, tout en s'entourant de représentants des autres pays concernés. *« Jusqu'à récemment,* écrit-il, *on attendait des dirigeants américains qu'ils pèsent de tout leur poids et d'une façon neutre dans la recherche d'une solution, et c'est, avec des succès divers, ce qu'ils ont fait. S'ils veulent reprendre ce rôle vital, les Etats-Unis doivent reconquérir la confiance des deux parties en adoptant une attitude ferme, impartiale, cohérente et enthousiaste ; bref, se faire le partenaire des deux nations plutôt que le juge intraitable de l'une d'entre elles. »* C'est d'autant plus urgent que, pour lui, l'absence de paix au Proche-Orient a un effet direct sur les citoyens américains : *« Le Proche-Orient est peut-être la région du monde la plus volatile, et dont l'instabilité constitue une menace permanente pour la paix mondiale. C'est aussi l'incubateur d'une bonne part du terrorisme international qui préoccupe tant les Américains, comme les citoyens des autres nations. »*

Des efforts de paix

Une grande partie de l'ouvrage de J. Carter est consacrée aux différentes politiques de paix menées par les divers présidents américains depuis 1977. Comparées à celle entreprise par J. Carter, couronnée par les Accords de Camp David [rencontre entre MM. Sadate (Egypte) et Beghin (Israël) en 1978], l'action de ses successeurs a été presque négligeable. Quelques-uns ont essayé, mais leurs efforts ont été soit occultés par un scandale, soit contrecarrés par d'autres évènements survenus dans la région.

Ces politiques de paix se sont considérablement réduites depuis le départ du président Clinton. Elles sont même au point mort depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon et de George Bush en 2001.

J. Carter ne cache pas son amertume devant une Maison Blanche et un Congrès qui ferment systématiquement les yeux sur les entreprises illégales d'Israël et *« la démission dont font preuve les dirigeants des autres nations face à ce manque d'implication américaine dans la région ».* Si les responsables et les médias européens n'hésitent pas à critiquer la politique israélienne, les forces pro-israéliennes aux Etats-Unis, qu'elles soient politiques, religieuses ou économiques, font tout pour bloquer la critique des agissements de l'Etat hébreux.

Les conditions de la paix

Pour Jimmy Carter, on peut construire une paix durable sur la base de ce qu'a été la politique officielle américaine depuis un quart de siècle. L'Etat d'Israël doit lui-même accepter cette politique – basée sur les Résolutions 242 et 338 de l'Onu, qui interdisent l'appropriation d'un territoire par la force et appellent Israël à se retirer des Territoires occupés pour revenir dans les frontières qui lui ont été reconnues par la communauté internationale. L'Etat
hébreu et les pays arabes ont déjà accepté ces Résolutions, et par conséquent la politique officielle des Etats-Unis. D'autres conditions indispensables à l'établissement d'une paix durable ont été l'objet de diverses initiatives – reconnaissance du droit à l'existence d'Israël, garanties de sa sécurité, création d'une patrie palestinienne et respect des droits fondamen-taux des Palestiniens. Alors, qu'est-ce qui empêche les deux parties de se mettre d'accord ?

Fort heureusement, les positions les plus intransigeantes des dirigeants palestiniens se sont considérablement assouplies au fil des années. En 1988, Y. Arafat a désapprouvé les actes de terrorisme commis au nom de l'OLP et a reconnu le droit à l'existence d'Israël. Le président Abbas a publiquement accepté la « feuille de route » et ne demande qu'à engager des négociations avec Israël. En mai 2006, Marwan Barghouti, l'un des principaux chefs du Fatah, s'est depuis sa prison déclaré d'accord, avec un porte-parole du Hamas, Abed al-Halak Natache, pour la création d'un double Etat. Ils ont appelé à mettre fin aux actes de violence sur le territoire d'Israël, à former un gouvernement d'union nationale, et à accepter la coexistence avec Israël.

En ce qui concerne la politique israélienne, J. Carter cite plusieurs exemples où les proclamations publiques en faveur de la paix ont été contredites par les déclarations en privé et les actions militaires. Ce qui ne peut que jeter le doute sur la sincérité des réactions des dirigeants israéliens aux diverses propositions qui leur sont faites pour sortir de l'impasse.

Si les Israéliens ont honoré leur accord de paix avec l'Egypte, il n'en est pas de même pour les autres parties des Accords de Camp David. Plus tard, le cabinet israélien remettra l'application de l'acte de Wye River, qui avait été négocié en 1998 avec la participation du président Clinton. La « feuille de route » de 2003, acceptée par les Palestiniens, a été rejetée par les Israéliens, qui s'en sont en fait servi pour faire traîner les négociations et mieux poursuivre leurs objectifs unilatéraux. Dernier exemple, enfin, l'opposition d'A. Sharon à l'Initiative de Genève et aux Accords d'Oslo, qu'il considérait

comme un *« suicide national ».*

Pour J. Carter : *« Il ne fait pas de doute qu'Israël, dans le but d'atteindre ses objectifs, a décidé d'esquiver toutes les négociations de paix, et de mener une politique unilatérale en dépit des molles protestations de Washington. »* En clair, Israël n'a jamais recherché honnêtement une solution de paix.

Au fils des ans, les Israéliens ont souvent cherché à torpiller les efforts des dirigeants palestiniens avant de rejeter sur eux le blâme pour les échecs des négociations. Ils ont ainsi, à maintes reprises, et avec le soutien des Etats-Unis, accusé
Y. Arafat et l'OLP d'être les seuls obstacles à la paix. La dernière proposition qu'avait avancée Bill Clinton en 2000 en est une parfaite illustration. Washington comme Tel-Aviv ont accusé Y. Arafat d'a-voir refusé de la signer, mais, comme l'explique J. Carter, *« aucun dirigeant palestinien n'aurait pu l'accepter, c'était tout simplement une question de survie – politique, voire plus – mais les déclarations officielles américaine et israélienne ont convergé pour faire reposer l'entière responsabilité de cet échec sur Y. Arafat. »*

Assez !

Une majorité de Palestiniens et d'Israéliens en ont assez de ce conflit, et veulent la paix. Ils savent ce qu'il faut faire, même si ce n'est pas le cas leurs dirigeants. Jonathan Kuttab, avocat palestinien spécialisé dans la défense des droits de l'homme, et une enseignante israélienne, Naomi Chazan, se font l'écho de leurs communautés respectives. J. Kuttab : *« Tout le monde sait ce qu'il en coûtera pour parvenir à une paix permanente et durable… A savoir la création d'un double Etat. Le retrait des Israéliens aux frontières de 1967. Le démantèlement des colonies… Tout le monde connaît la solution. La question est de savoir s'il existe une volonté politique pour la concrétiser. »*

N. Chazan : *« Je ne crois pas qu'il y ait maintenant beaucoup de différences entre la majorité des Israéliens et des Palestiniens en ce qui concerne la nécessité de trouver un arrangement, sous une forme ou une autre, entre les deux peuples… Reconnaître et respecter dans les faits le droit de la Palestine à l'autodétermination, et s'assurer que la solution du double Etat soit juste et loyale. »*

Réactions

J. Carter est un expert dans l'art de dire la vérité à la fois telle qu'il la voit et telle que les autres peuvent l'entendre. Certains trouvent son approche trop agressive, trop défavorable à Israël. D'autres, au contraire, trop feutrée. En fait, son livre expose clairement les tenants et les aboutissants de la situation au Proche-Orient, et les points de vue des deux parties. Il montre, en fait, que c'est *« Israël qui détient les clés de la paix. »*

Si, dans les nombreuses interviews qu'il a données depuis la parution de son ouvrage, J. Carter rejette l'accusation qui lui est souvent faite d'être un ennemi d'Israël, il fait preuve d'un courage qu'on trouve rarement parmi les responsables politiques américains. Il n'hésite pas, par exemple, à faire reposer la responsabilité
de la poursuite du conflit sur le gouvernement extrémiste israélien actuel. Les critiques lancées par des associations telles que B'nai B'rith et la Ligue anti-diffama-tion ont été rapides et brutales. Elles ont principalement tourné autour de l'application de la notion d'apartheid à la situation dans la région.

Mais elles n'ont en rien affaibli l'accueil fait par le public à *Palestine : Peace Not Apartheid.* Se faisant le porte-parole de beaucoup, un commentateur a écrit : *« Le président Carter a fait ce que peu de politiciens américains ont osé faire : parler franchement du conflit israélo-palestinien. Il a rendu à notre nation, et à la cause de la paix, un service inappréciable. »*

Mais le but de ce livre ne sera pleinement atteint que s'il nous pousse à faire pression sur nos dirigeants pour qu'ils se mettent enfin à travailler véritablement pour la paix, pour Israël, les Palestiniens et le Grand Moyen-Orient. Ainsi que l'a dit récemment l'évêque anglican de Jérusalem, Riah Abu El-Assal : *« Le plus court chemin vers la paix au Proche Orient passe par Jérusalem. Une fois la paix instaurée à Jérusalem, elle s'étendra au monde entier »* (cf *PI,* déc. 2006) Une conclusion qu'aurait très bien pu prononcer J. Carter.

Note de la rédaction :

Dans un hommage au président Arafat après sa mort, B. Creme a écrit *: « Il fut invité et assista, comme le roi Hussein de Jordanie, à la rencontre de trois jours organisée par Maitreya pour plus de 300 personnes, à Londres, en avril 1990. Depuis lors, il travaillait sous l'inspiration immédiate et en suivant les conseils de Maitreya qui lui répéta, à maintes reprises, de ne pas accepter un accord injuste. Tous les accords proposés étaient injustes et n'auraient pas duré. »* [PI, *déc. 2004]*

Palestine **Auteur** : McNair Ezzard, correspondant de Share International basé à Denver, (États-Unis).

Thématiques : politique
Rubrique : Compte rendu